

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

16 mars - 29 mars 1970

LE NUMERO :

8^{me} ANNEE — N° 77

0,50 F - 5 F. B.

NANTERRE, cul de sac du gauchisme

Les implications de la "bataille" de Nanterre entre étudiants et policiers semblent rendre inévitable, pour tous les gauchistes, « l'heure de vérité ». Le dilemme est clairement posé par cette sorte de pacte d'auto-discipline que les autorités soumettent aux étudiants. Il y a ceux qui « veulent continuer le combat », c'est-à-dire l'obstruction systématique sans but au fonctionnement de la Faculté. Il y a ceux que la recherche du front unique rapproche de plus en plus des partisans de la réforme universitaire. D'un côté, la violence, mais pas de programme ; de l'autre un programme, mais qui exclut la violence.

La cassure était prévisible dès le début des incidents. Quand la Ligue communiste, trotskyste, appela « lutte fratricide » l'affrontement qui opposa les maoïstes aux U. E. C. renforcés d'éléments de la C.G.T., elle traçait déjà la voie qu'il va lui falloir suivre : prétendant recueillir des « pans entiers » du P.C.F., c'est elle qui se trouve à la remorque des filiales universitaires de ce parti. Quand d'autres trotskystes, comme ceux de l'A.J.S., condamnent les agissements des maoïstes comme des « gestes irresponsables », c'est que ces « révolutionnaires » admettent implicitement avoir des responsabilités à l'égard de l'Université, de son fonctionnement, de l'ordre qui devrait y régner. Il n'y a plus lieu de s'étonner, dès lors, que la presse bourgeoise les considère désormais comme des gauchistes raisonnables.

Noblesse oblige : être raisonnable, dans le cas présent, c'est rendre la Faculté à sa vocation au lieu d'en faire un terrain de propagande et d'agitation politique ; c'est admettre la possibilité des « dialogues » et de la « concertation » ; c'est remplacer l'intransigeance — fut-elle verbale — par la collaboration, la phrase révolutionnaire par la pratique réformatrice. Sans doute les intéressés diront-ils qu'ils n'en sont pas encore là. Mais cette perspective est parfaitement cohérente avec leur attitude lors de ces derniers mois : l'adoption des mots d'ordre réformatrices de l'échelle mobile et de l'auto-gestion, les flirts politiques avec M. Rocard et la campagne pour un candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle... à débattre entre Defferre et Duclos ! Quand, au nom du front unique, les trotskystes actuels admettent les commandos staliniens comme d'authentiques formations ouvrières, quand ils considèrent le matraquage par les services d'ordre de la C. G. T. plus « démocratique » que les « fascistes » barres de fer des pro-chinois, non seulement ils caricaturent jusqu'au grotesque la plus grande faute tactique du mouvement communiste d'autrefois, mais encore ils effacent, aux yeux d'une minorité d'ouvriers, le seul aspect positif en définitive de mai-juin 1968 : le flagrant délit de complicité de l'opportunisme stalinien avec

l'ordre bourgeois et le pouvoir gaulliste. La frange de gauche qui s'était détachée en cette occasion des Séguy et Mauvais, ils la leur rejettent dans les bras !

Cela veut-il dire que, par contre, la violence maoïste est la véritable « voie révolutionnaire » contre le « révisionnisme » ? Par ses méthodes comme par son idéologie, le maoïsme est lui-même le plus pur produit de ce révisionnisme qu'il fait naître, et pour cause, trente ans trop tard et seulement après la rupture Moscou-Pékin. Le « révisionnisme » russe c'est la formule stalinienne du socialisme en un seul pays. C'est aussi celle de Mao. Au demeurant, entre toutes les tendances pro-chinoises, ce nom de Mao est plus un mot de passe qu'une véritable référence politique. Leur véritable ciment — et c'est particulièrement visible en ce qui concerne la « Gauche prolétarienne » — c'est la révolte violente considérée tout à la fois comme une fin et un moyen. Mais la révolte, pas plus que la violence, ne suffit à caractériser un courant politique. L'une et l'autre sont latentes dans une société qui ne se survit qu'au prix de contraintes et répressions toujours accrues. Les périodes d'enlèvement réformatrice du mouvement prolétarien, et à plus forte raison les périodes de contre-révolution comme celle que nous vivons encore, sont toujours marquées de réactions minoritaires extrêmement violentes. Nanterre et ses « excès », devant lesquels les bourgeois suffoquent d'indignation, mais sans le moindre haut-le-cœur devant les lèpres du bidonville tout proche, n'est que l'actuel abcès de fixation de cette violence latente. C'est une plaie incurable de la société impérialiste ; elle peut changer de place et d'ampleur, mais non guérir. C'est donc la plus crasse sottise de ne voir dans les incidents de Nanterre que les initiatives de quelques centaines d'excités ; une cécité qui n'est guère explicable que dans le P. C. F. qui, par ses reniements successifs, est condamné à l'affabulation à perpétuité et qui continue, imperturbable, à dire que les « violents » sont des provocateurs stipendiés et que les matraqueurs sont payés par les matraqueurs !

Que la violence maoïste soit

la cristallisation d'un phénomène social objectif, cela ne signifie nullement qu'elle soit pour autant révolutionnaire. Elle nourrit le fol espoir que, par « l'enchaînement des violences », elle suscitera une révolte identique dans les masses ouvrières. Elle vit dans la perspective d'un « nouveau mai » plus qu'improbable. Un tel phénomène requiert des conjonctures qui se rencontrent rarement deux fois. Il suffit

(Suite page 4)

L'opportunisme trotskiste

Une réunion du « Cercle d'études marxistes » s'est tenue à la Mutualité sur le thème : « Où va le P. C. F. ? ». Question fondamentale, en effet, pour le mouvement ouvrier encore enchaîné à l'opportunisme stalinien. Disons-le tout de suite : on ne pouvait pas y apprendre où va le P. C. F. puisque les organisateurs de la réunion ne comprennent nullement sa place actuelle entre le prolétariat et la bourgeoisie. Quant au rôle du parti révolutionnaire face à cet « allié de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat », il se ramène, pour le C. E. M., à un misérable raccollage d'une fraction des militants du P. C. F.

Ce qui a été raconté — plutôt qu'analysé ou expliqué — ce sont les divergences internes qui se font jour dans l'appareil du parti et en particulier au Comité Central.

Le combat de Garaudy pour le droit de tendance et la démocratie dans le parti, rapproché du soulèvement tchécoslovaque contre l'oppression du Kremlin ont été présentés comme une tendance à la constitution d'un courant sain, d'importance fondamentale pour le prolé-

ariat. Cette thèse s'inscrit parfaitement dans la tactique générale de ce mouvement trotskiste qui cherche à entraîner le prolétariat à lutter pour les libertés démocratiques... quand ce n'est pour l'université démocratique. La grande menace, c'est la montée du fascisme. Il importe donc au plus haut point de défendre ces « conquêtes ouvrières » en imposant un large « front uni » aux or-

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

III. - Isolement et défaite du prolétariat russe

Dans notre article précédent ("Le prolétaire", n° 76), nous avons expliqué par l'état de délabrement de l'économie russe après la révolution d'Octobre 1917, l'impossibilité dans laquelle se trouvait le pouvoir prolétarien soviétique de prendre de véritables mesures socialistes. Ces mesures ne sont possibles que lorsqu'il existe un niveau élevé de développement productif, produit par le capitalisme lui-même. Les bolcheviks étaient donc contraints d'utiliser et de développer les catégories que le socialisme se donne pour but d'abattre : salariat, monnaie, accumulation de capital.

Le socialisme abolit la hiérarchie des rémunérations ; les bolcheviks durent stimuler la productivité du travail par la pratique des hauts salaires. Le socialisme réduit la durée du travail ; le pouvoir soviétique l'augmenta. Le socialisme supprime l'argent et le marché ; les communistes russes rendirent au commerce intérieur sa liberté. L'Etat prolétarien dut accumuler du capital pour reconstituer les moyens de production détruits et en fabriquer de nouveaux. En un mot, le prolétariat russe, politiquement était au pouvoir ; économiquement il s'exténuait à faire vivre un pays au retard séculaire.

De ces exigences, de ces contradictions, les bolcheviks étaient parfaitement conscients. Ils savaient bien qu'entre le prolétariat russe et le socialisme il n'existait qu'un seul lien : l'Internationale communiste entièrement tournée vers la lutte du prolétariat d'Europe et même d'Asie. Seule une victoire prolétarienne dans des pays capitalistes développés pouvait aider la Russie des soviets à abréger les misères, les souffrances et les dangers sociaux que comportait la remise sur pied de son économie. Lénine n'a jamais dit ni pensé qu'on pouvait « faire du socialisme » dans la Russie arriérée. Il escomptait le succès de la révolution ouvrière, d'abord en Allemagne et en Europe centrale ; ensuite en Italie, en France et en Angleterre. C'est de cette révolution et d'elle seule qu'il attendait la possibilité, pour la Russie future, de faire ses premiers pas en direction du socialisme.

Quand Staline et ses complices vinrent au pouvoir et décrétèrent, comme par le bon vouloir d'un souverain, que le socialisme était possible dans la seule Russie, ils liquidèrent en fait la perspective

de Lénine et des bolcheviks, tranchèrent le seul lien qui rattachait le prolétariat russe à une possibilité de socialisme futur : le lien du parti russe avec la révolution communiste européenne.

Les rapports de production de la Russie de cette époque, dans la mesure où ils avaient dépassé le stade archaïque de la petite production et de l'économie naturelle, n'avaient que des fondements bourgeois. Sur ces fondements ne pouvaient se développer que des couches sociales hostiles au socialisme et avides avant tout de consolider politiquement leurs avantages économiques. Tels étaient notamment les commerçants et petits capitalistes privés auxquels la N.E.P. avait rendu une appréciable liberté d'action. Tels étaient les masses énormes de paysans devenus farouchement conservateurs depuis que la révolution ouvrière les avait pourvus de terre.

Si la révolution avait jailli en Allemagne, le pouvoir soviétique aurait pu s'en tenir aux concessions déjà faites au capitalisme privé et à la paysannerie russes et en maîtriser toutes les conséquences sociales. Renoncer à la révolution européenne, comme le fit Staline, c'était au contraire laisser libre cours au développement des rapports capitalistes en Russie, c'était donner aux classes qui en étaient les bénéficiaires immédiats la priorité sur le prolétariat. Ce prolétariat, extrêmement minoritaire, décimé dans la guerre contre les Blancs, attelé à une tâche productive écrasante, n'avait d'autre arme, contre les spéculateurs du commerce privé et la cupidité des paysans, que la trique de l'Etat soviétique. Mais cet Etat ne pouvait demeurer prolétarien que dans la mesure où il faisait bloc avec le prolétariat international contre les couches réactionnaires

internes de la Russie. Décider que la Russie allait faire toute seule « son » socialisme, c'était livrer le prolétariat russe à la pression énorme des classes non prolétariennes et dégager le capitalisme russe de tout contrôle et de toute contrainte. Plus encore, c'était transformer l'Etat russe en un Etat ordinaire, s'efforçant de faire au plus vite de la Russie une grande nation bourgeoise.

Ce fut la véritable signification du tournant de Staline et de sa formule du « socialisme en un seul pays ». En baptisant « socialisme », ce qui n'était que pur capitalisme, en pactisant avec la masse réactionnaire de la paysannerie russe, en persécutant et massacrant tous les révolutionnaires qui demeuraient fidèles à la perspective de Lénine et aux intérêts du prolétariat russe et international, Staline fut l'artisan d'une véritable contre-révolution. Bien qu'il la réalisât par l'atroce terreur d'un despote absolu, il n'en fut pourtant pas l'initiateur, mais l'instrument.

Après une série de débâcles sur le plan international comme sur le plan intérieur, après l'écrasement des insurrections armées et les catastrophes faites tactiques de l'Internationale comme après les jacqueries paysannes et les famines en Russie, il devint évident, vers 1924, que la révolution communiste en Europe était ajournée pour un temps indéterminé. A ce moment-là commença pour le prolétariat russe un terrible face-à-face avec toutes les autres classes de la société en U. R. S. S. Ces classes, un moment soulevées d'enthousiasme par la révolution antisocialiste, n'aspiraient plus désormais qu'à jouir de leur conquête à la façon bourgeoise, c'est-à-dire en sacrifiant la perspective révolutionnaire internationale à l'établissement de « bons rapports » avec les pays capitalistes. Staline ne fut que le porte-parole et le réalisateur de ces aspirations.

Quand nous disons « prolétariat russe », nous entendons non pas les masses ouvrières elles-

(Suite page 4)

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du Parti communiste international
AU SOMMAIRE :

- Garaudy, ou la révolution pacifique de Don Quichotte.
- Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy).
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924), 3^e partie.
- Bilan de l'automne chaud en Italie.

Le numéro : 4 F

Commandes au "prolétaire"

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 9 — 16 mars - 12 avril 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

S. N. C. F. : Cinq mois après

L'agitation qui s'est développée à la S.N.C.F. pendant les négociations du contrat s'est terminée en queue de poisson. En septembre 1969, nous avons insisté ici même sur l'importance de la grève des roulants. Leur combativité, le caractère compact de leur lutte, le moment où elle était lancée (la « rentrée sociale », comme on dit), les répercussions qu'elle avait sur toute l'économie, les revendications qu'elle défendait et qui intéressaient toute la classe ouvrière (diminution de la journée de travail et amélioration des conditions de travail), le fait qu'elle coïncidait avec les grèves de la R.A.T.P., de l'E.D.F.-G.D.F. et de certains centres de postiers, tout cela concourait à la préparation d'une contre-offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

Il n'en a rien été, comme on sait : en parfaite communion, syndicats jaunes et bonzes de la C.G.T. se sont employés à fragmenter la grève, à interdire sa généralisation, pour finalement la liquider dépôt après dépôt : ici et là, les délégués sont même allés jusqu'à dire aux ouvriers qui voulaient malgré tout continuer qu'ils se retrouveraient isolés, sans l'appui du syndicat ! En particulier, les directions syndicales ont empêché toute extension du mouvement à l'intérieur même de la S.N.C.F. ; le 15 septembre, la C. G. T. la C. F. D. T., F. O. et la F. G. A. A. C. (autonomes) publiaient un communiqué commun : « La grève des roulants » a déterminé dans certains centres les cheminots des autres services à rappeler aux autorités locales de la S. N. C. F. des problèmes locaux (sic !), en suspens, notamment sur les cadences de travail et les effectifs. Dans plusieurs cas, ces problèmes ont trouvé un début de solution par la négociation. » (" Le Monde " du 16 septembre 1969 écrivait : « Cette déclaration est présentée par ses auteurs comme traduisant leur volonté de limiter le conflit actuel »).

Dans le combat qui l'oppose au capitalisme, la classe ouvrière ne peut compter que sur sa force et son organisation. Quand les syndicats, comme c'est le cas aujourd'hui, sont aux mains d'opportunistes qui s'opposent à l'unification de la lutte prolétarienne sur des revendications communes et préconisent la négociation tout en divisant la classe ouvrière en professions et catégories, la force de classe de celle-ci est annulée et chaque détachement isolé peut être vaincu par le patronat et son Etat.

Pour les cheminots, les revendications essentielles portent sur la réduction du travail et l'amélioration des conditions de travail qui concerne à son tour la question des effectifs : il suffit de rappeler que la S. N. C. F. devait en moyenne 7 jours de congé annuel aux agents au 30 novembre dernier (740.000 journées pour 100.000 agents) à cause du manque de personnel.

Pour respecter l'« équilibre économique » et l'« intérêt national », la direction de la S. N. C. F. prévoit « la diminution des effectifs (50.000 sur 319.000 en quatre ans !) et de la durée de la journée de travail en fonction de la productivité et des besoins réels ». Ceci ne peut rien signifier d'autre que l'augmentation des heures supplémentaires et des cadences de travail. Le 13 janvier, la direction

propose la diminution d'une heure par semaine en 1970, puis ensuite d'une demi-heure par an à partir du 1er janvier 1971. Les discussions traînent en longueur, les syndicats demandant la réduction d'une heure trente en 1970 et d'une heure en 1971.

Le 29 janvier, la C.G.T. déclare que « le mécontentement » crée les conditions d'une action au plan national pour le cas où les discussions traînent en longueur » et, le 3 février, que « les cheminots ne laisseront pas se prolonger indéfiniment les discussions » (qui ont commencé en septembre !). Mais en même temps, elle met en garde les cheminots contre toute lutte sérieuse et unitaire : « La Fédération » C.G.T. des cheminots met en garde l'opinion publique (!) contre les informations incontrôlées faisant état d'une décision de grève générale pour les prochains jours. Une fois de plus il s'agit de dresser l'opinion publique contre les cheminots, en s'appuyant sur la période des vacances. Ni pendant les vacances (est-ce que les travailleurs partent faire du ski ?) ni après il ne sera question de grève générale.

Des grèves ayant éclaté à Nice, Caen, Lyon, Dunkerque, la C. G. T. déclare dans le même communiqué : « La Fédération » C.G.T. des cheminots, tout en appuyant les décisions d'action locale intervenant sur des problèmes particuliers (?), entend utiliser au plan national toutes les possibilités de négociations ». Pourtant les grèves se multiplient et, jusqu'au 20 février, les travailleurs les déclenchent à Bordeaux, Narbonne, Saint-Brieuc, Achères, Trappes, Nantes, Avignon, Argenteuil, Montrouge, Levallois, Marseille, Paris (toutes les gares), Nîmes, Toulouse, Limoges, etc., en ordre plus ou moins dispersé, les bonzes se refusant à une action unitaire sous le couvert de la « démocratie à la base » : « La Fédération C.G.T. » appelle ses militants à développer la protestation des cheminots par l'action unie dans des formes multiples (?) en fonction des possibilités locales » (18 février).

Les résultats de cette politique défaitiste ne se font pas attendre. Le 21 février, la C.F. D. T. et F. O. s'empresse (la grève étant assez élargie !) de se déclarer disposées à signer l'accord proposé par la Direction et qui ne contient essentiellement rien d'autre que ce qu'elle avait proposé déjà le 13. Toutefois, la demi-heure de réduction du 1er janvier 1971 sera mise en application à partir du 1er novembre 1970 ; au lieu d'une augmentation des salaires

de 6 % qui avait été dénoncée comme insuffisante (les syndicats réclamaient 12 %), la Direction accorde 7,5 % ; en plus elle « garantit » une augmentation du pouvoir d'achat pour 70 de 2 % (20 F pour ceux qui touchent 1000 F). Pour les quarante heures, on « négociera » une autre fois, et la Direction se réserve le droit de disposer des repos et des congés des travailleurs d'après les besoins réels (lisez le droit d'établir comme elle le veut les heures supplémentaires). Et pour ce qui concerne les onze dimanches de repos annuels réclamés, « on verra bien ».

Les bonzes de la C. G. T. jouent le jeu classique des opportunistes. Ils dénoncent les limitations de l'accord et se refusent à signer ; peut-être pour appeler les travailleurs à l'action unitaire comme ils l'avaient annoncé ? Pas du tout ! « La Fédération de la C. G. T. » se réserve le droit de poursuivre la négociation avec la Direction selon les règles statutaires (!!!). Pour ne pas appeler les ouvriers à la lutte, les bonzes trouvent des « raisons » : « La Direction a été contrainte à des concessions non négligeables (qu'elle avait proposée des mois auparavant!) » et ils fêtent les 2 % comme « un embryon d'échelle mobile appréciable ». Bref, pour les bon-

(Suite page 3)

LETTRE DE BELGIQUE

Grèves dans le Limbourg

Le Limbourg constitue une des neuf provinces qui forment la Belgique. Sa population est surtout d'origine rurale, mais il y a une forte diminution de la main-d'œuvre dans le secteur agricole. Depuis la fin de la guerre, à cause du manque de cette main-d'œuvre, il a été fait appel à des travailleurs étrangers, qui constituent une forte proportion des mineurs de fond.

En 1958, la production charbonnière était à son apogée, les sept sièges totalisaient environ 45.000 ouvriers et employés. En 1966, à cause de la récession, deux charbonnages durent fermer leurs portes, ce qui provoqua des incidents violents : il y eut un mort. C'est d'ailleurs grâce à l'afflux de cette main-d'œuvre que Ford ouvrit une usine occupant près de 9.000 personnes. De 1960 à 1968, 112 nouvelles entreprises occupant 22.500 travailleurs, sont venues s'installer dans la province. Nous pensons que les incidents de 1966 restent gravés dans la mémoire de ces prolétaires et que leur méfiance vis-à-vis des directions syndicales date de cette époque : il avait fallu en effet toute la démagogie des leaders syndicaux (dont, ironie du sort, l'un de ceux-ci est aujourd'hui ministre, socialiste, du travail) pour qu'ils reprennent le travail.

Le 5 janvier 1970, sans préavis, la grève éclate à la surface de quatre charbonnages sur cinq, et les travailleurs du fond (des travailleurs immigrés pour la plupart) ne tarderont pas à suivre le mouvement. Le cinquième charbonnage partira plus tard : il doit être fermé dans deux ans et la classe dominante brandit le spectre d'une fermeture anticipée si les ouvriers font grève ; ils la feront malgré tout ! Contre ce front compact des mineurs, les patrons, les dirigeants syndicaux et le gouvernement (social-démocrate et chrétien) vont s'unir pour briser le mouvement et ce seront les dirigeants syndicaux qui se montreront les plus abjects.

Le 15 décembre dernier, au sein de la commission nationale mixte des mines, sous la poussée de la base, les syndicats avaient réclamé 15 % d'augmentation, mais ils se mirent d'accord avec le patronat pour une augmentation de 10 %, répartie sur deux ans (4 % à partir du 1er janvier 1970, 2 % au 1er octobre, 2 % vers le milieu de 1971 et 2 % à la fin de 1971). Actuellement 65 % des 23.000 gueules noires du Limbourg sont syndiqués et 80 % de ceux-ci versent leur cotisation au syndicat chrétien C. S. C. (Centrale Syndicale Chrétienne). Il ne faut pas perdre de vue que le prolétariat limbourgeois est de souche assez récente, rurale et que le clergé y a encore son influence. 20 % de mineurs syndiqués sont affiliés au syndicat socialiste F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail de Belgique).

Aussitôt que la grève est déclenchée, les deux syndicats la dénoncent comme « l'œuvre de troubles politiques » en prétendant que les mineurs « ignorent la portée réelle de l'accord conclu » ! Voyant que ces pauvres mineurs ne comprennent toujours pas, l'on fit appel à notre sainte mère la démocratie. Voyez ces malheureux, ils sont obligés de se mettre en grève à cause d'une minorité ! On voulait ainsi essayer de rompre la solidarité qui régnait parmi les grévistes. Réponse : la grève continue !

(Suite page 3)

Les accidents du travail - RESPONSABLE: LE CAPITAL!

Les accidents de travail se multiplient : un ouvrier tué par heure de travail. Hier c'était le sinistre de Feyzin, aujourd'hui la catastrophe de Fouquières-les-Lens, les mineurs de Gardanne écrasés par un tracteur, le grutier noyé sur son engin renversé dans le port de Rouen, et les innombrables accidents dont on ne parle pas. La presse se lamente ou s'indigne, s'interroge sur des « responsabilités » insaisissables, mais se garde bien de dire à qui, à quoi, il faut s'en prendre : elle entend conjurer les accidents de travail sans mettre en cause le système de production qui les engendre.

L'explosion qui s'est produite à l'huilerie marseillaise « Trois Mathildes » et qui a provoqué la mort de 4 ouvriers est due à l'utilisation d'une essence très volatile dans le procédé de fabrication. Après la catastrophe, le Comité d'Entreprise obtient l'accord de principe de la Direction sur le point suivant : remplacer l'essence volatile par une autre « peut-être plus chère et d'un rendement inférieur, mais présentant plus de garantie de sécurité ». Vœux pieux ! Il suffit pour s'en convaincre d'entendre Defferre, maire de Marseille, expliquer devant le Conseil municipal que l'utilisation de ce produit dangereux est d'usage courant dans toutes les entreprises similaires du monde, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S., et conclure ainsi : « C'est un problème très grave, nous devons l'étudier très sérieusement afin de trouver et proposer des solutions qui doivent en premier lieu sauver des vies humaines et permettre à l'industrie marseillaise et française d'être compétitive avec les industries des autres villes et des autres pays ».

Le caractère insoluble de ce « problème », dans le cadre des rapports bourgeois de production, tient tout dans le paradoxe de cette dernière phrase. Il est bien évident que si la production intéressée s'inspirait du principe énoncé par le Comité d'Entreprise des « Trois Mathildes » — essence plus coûteuse, de moindre rendement, donc augmentation des coûts de production — la perspective de Defferre n'aurait aucune chance de se réaliser. Ou santé et sécurité des ouvriers d'abord, ou production avant tout. Inutile de dire dans quel sens la société capitaliste tranche l'alternative !

L'archevêque de Marseille s'est lui aussi ému de la catastrophe. Il a déploré que « des ouvriers aient payé de leur vie un travail fait dans des conditions dangereuses ». « Fidèle au cri du pape, a-t-il ajouté, plus jamais le travail au-dessus des travailleurs ». Ce que vaut cette généreuse formule, " Le Provençal " nous l'apprend en décrivant la cérémonie des obsèques des victimes : « L'Eglise est décorée d'une très belle photo géante montrant quatre mains d'hommes unies sur un levier, symbolisant le travail d'équipe au cours duquel les victimes avaient trouvé la mort ». Le travail ainsi exalté est le travail salarié, le travail même qui a tué les quatre ouvriers : même en symbole, il a priorité sur ses victimes !

Tous ces exorcismes ne servent qu'à cacher la vérité dramatique de cette société dans laquelle la tâche créatrice tue tout comme la production détruit. Sécurité des travailleurs et rendement y sont inconciliables. La vérité de tous les jours et de toutes les entreprises, ce n'est pas l'hygiène, les règles de précaution, la pondération ; c'est la course folle pour produire toujours plus, la chasse aux temps morts pour réduire les coûts de production. Ce mécanisme infernal n'est pas particulier à un patron ou à un pays ; il régit en maître dans le mode capitaliste de production. L'ouvrier lui-même, pour vivre décemment, est obligé de remplir ses normes, d'obtenir toujours plus de rendement, de négliger sa propre sécurité : elle lui fait perdre du temps ! Il suffit de le constater pour réaliser combien sont relatives les « garanties » à imposer au patronat par la lutte revendicative et la défense des conditions de travail : les lois les plus longues à voter, les dispositions les plus dures à faire appliquer sont des résultats dérisoires que chaque bond de la technique — qui ne connaît que le profit — réduit vite à zéro.

La vraie solution est à chercher ailleurs : dans la destruction du capitalisme et de sa folie productive ; dans la préparation des luttes nécessaires pour y parvenir ; dans le groupement et l'organisation des ouvriers en vue de résultats de classe immédiats. Mais cela exige une mesure de sécurité politique urgente dans le mouvement syndical : plus de larmes de crocodiles dans le camp ouvrier, mais la riposte par la lutte !

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : le samedi 21 mars, de 15 à 19 heures ; le dimanche 29 mars, de 10 à 12 h. ; au Siège du " prolétaire ", 8, Rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : le samedi 21 mars, de 15 h. à 19 h., au Siège du " prolétaire ", 7, Cours d'Estienne-d'Orves.

(Suite de la page 2)

Dès le début de la grève, les mineurs répondent aux bonzes syndicaux - briseurs de grève en constituant leur propre organe de combat: le « Comité permanent et Conseil de grève du bassin de Campine ». Leur président disait espérer obtenir la solidarité des métallos et des dockers contre le capital anonyme. Il est à remarquer que tous les membres de ce comité sont syndiqués et ne veulent nullement créer un nouveau syndicat. Malgré de nombreux appels des syndicats pour la reprise du travail, le comité parvint toujours à continuer la grève. Il ne faut pas perdre de vue que les syndicats refusaient également toute aide financière, sauf les chrétiens (peut-être par charité) qui payèrent une « avance » de 100 F, ce qui n'était pas bien lourd.

A partir du 15 janvier, la question d'étendre le mouvement à d'autres secteurs fut envisagée l'on vit surtout les usines Ford de Genck, mais ce ne sera qu'en fin de mois qu'elles entreront en grève pour réclamer le même salaire que les ouvriers de Ford-Anvers (la différence de salaire étant de 1,20 F l'heure). En Wallonie il y aura quelques mouvements sporadiques qui seront vite étouffés par les syndicats (spécialement à Seraing).

Voyant que rien ne se produisait, le 17 janvier, la commission nationale mixte des mines se réunit à nouveau à Bruxelles pour examiner une nouvelle fois la situation. Y étaient présents les syndicats (qui ne reconnaissent pas la grève) et les patrons (qui sont du même avis). Quant au comité on l'ignore. Déjà

Grèves dans le Limbourg

on y vendait la peau de l'ours: « grosse augmentation » de 10 %... en 14 mois au lieu de 18 mois ! A chaque journal parlé ou télévisé, c'était la victoire et le travail allait reprendre le lundi, et le travail ne reprenait pas, le comité tenait bon et réaffirmait ses revendications: 1° 15 % d'augmentation des salaires immédiatement; 2° un salaire de base de 40 francs par jour pour les ouvriers de surface; 3° un salaire de base de 50 francs par jour pour les ouvriers du fond; 4° refus complet d'un étalement sur un an ou deux ans; 5° libération des mineurs arrêtés.

Le gouvernement avait expédié sur les lieux environ 900 gendarmes avec tout l'attirail nécessaire; presque chaque jour il y avait des bagarres, mais la combativité ouvrière ne faiblissait pas. Il fallut alors trouver autre chose. A l'instigation des syndicats, le ministre socialiste des affaires économiques annonce que la prime de fin d'année sera payée le 23 janvier... mais à ceux qui travaillent (quelle bonté !). Lorsqu'il s'agit de la défense de ses intérêts, la bourgeoisie ne respecte même pas ses propres lois, car également cette prime aurait dû être payée à la fin du mois de décembre. Le jour du paiement les mineurs et leurs femmes se présentèrent aux différents sièges pour toucher leur dû et il y eut des bousculades avec même l'occupation d'un siège durant quelques heures. Comme la ficelle était

un peu grosse, le ministre jugea plus malin de payer quand même cette prime à tout le monde, au plus tard au 30 janvier. Encore une manœuvre qui échoua.

Cette prime mérite quelques mots d'explication. Elle s'élève à 6.000 F belges dont 4.900 F sont payés par l'employeur et 1.100 F par l'intermédiaire des syndicats. C'est une manière indirecte de forcer les travailleurs à se syndiquer et c'est peut-être pour cela qu'en Belgique il y a un fort pourcentage de syndiqués. Mais d'autre part, comme environ 10.000 mineurs ne sont pas affiliés au syndicat, leur prime syndicale (qui est évidemment payée par les patrons, sur la plus-value qu'ils leur extorquent) ce sont les deux syndicats qui se la partagent, environ 1 million de francs. C'est d'ailleurs un grief qui est fait par les grévistes contre les syndicats officiels.

Peu de temps après les syndicats proposent un vote à bulletin secret sur la reprise du travail; la grève continue de plus belle. Durant la même période, une grève fut repoussée à Ford-Anvers, par une « majorité » de 37 % de votants: pour partir en grève il fallait la majorité des 2/3 !. Après quelques jours de calme les bagarres vont reprendre et un local syndical sera mis à sac à Zolder. A partir de la fin du mois de janvier le mouvement eut des hauts et des bas. Il y eut des heurts avec le service de répression, le nombre de manifestants n'était jamais fort élevé, à cause du fort pourcentage d'ouvriers immigrés qui couraient le risque d'expulsion. Durant cette grève les patrons, les syndicats et le gouvernement ne voulaient pas reconnaître le « comité de grève » ainsi que « Force des mineurs » (qui s'était constitué peu après), alors ils chargèrent une personnalité « neutre » de prendre des contacts avec ces deux organes. Cette personnalité n'était autre que le gouverneur de la province de Limbourg et encore une fois celui-ci ne put qu'enregistrer les revendications des mineurs.

Au bout d'un mois, la grève continue dans les charbonnages, malgré toutes les pressions dont les

mineurs sont l'objet. Mais il y a mieux, la grève s'étend à d'autres secteurs, et même en minimisant les faits, le ministre Leburton déclare que malgré qu'il y ait 50.000 grévistes dans le pays la situation n'est pas alarmante. Maintenant les syndicats vont essayer de reprendre la situation en main. Le comité de grève sera reconnu par les parlementaires régionaux sociaux-chrétiens, libéraux et la Volksunie (parti fédéraliste flamand); n'oublions pas que les élections communales doivent avoir lieu en octobre et qu'un peu de démagogie n'est pas pour gêner ces messieurs. Les syndicats « multiplieront leurs tentatives pour éviter que le Limbourg ne s'installe dans la grève et ne sème la contagion dans d'autres régions » (« Libre Belgique » du 3 février). Dans toutes les grèves qui éclatent un peu partout, le préavis est balayé et souvent les directions syndicales sont débordées.

Le 3 février, les syndicats chrétiens proposent un référendum par correspondance, mais il faudra attendre encore un peu. Entre temps, les partenaires sociaux se réunissent à nouveau (patrons, gouvernement et syndicats) et malgré un accord conclu (entre eux) la reprise n'a toujours pas lieu. Le dimanche 8 février, les mineurs s'étaient rendus au cimetière pour rendre un hommage à leurs deux camarades tués par la gendarmerie en 1966. Comme le travail n'a toujours pas repris, l'on organise le référendum syndical, c'est-à-dire que l'on va expédier à chaque mineur un bulletin de vote, rédigé en cinq langues, pour savoir s'il approuve les accords conclus. Il y aura 13.724 votants sur 21.200 inscrits, avec 7.047 « oui » et 6.130 « non », c'est-à-dire 53,30 % pour la reprise. Même les journaux bourgeois se demandent si ce référendum n'est pas une mesure pour rien, et l'avenir le confirmera: les mineurs tiennent toujours.

Dans ce référendum le comité de grève avait préconisé l'abstention, qui sera suivie dans une large mesure.

Ici le front syndical anti-ouvrier contre les grévistes commence à montrer des lézardes: le syndicat

socialiste propose (avec le consentement des communistes) une conférence nationale du travail où, avec tous les « partenaires sociaux », l'on discuterait de la situation sociale en Belgique et l'on essaierait d'obtenir quelque chose. Les chrétiens sont d'accord, mais avec des réserves, car ces grèves constituent un fâcheux précédent et l'exemple pourrait être suivi. Le samedi 14 février, le « comité » et « force des mineurs » décident de rentrer et d'occuper les lieux de travail, solution de désespoir, car de cette façon il sera impossible d'étendre la grève. Le 17 février la fin de la grève est décidée par le comité. Elle aura duré 44 jours.

Dans cette lutte magnifique, les mineurs du Limbourg ont vu se dresser contre eux le gouvernement (socialiste !) et sa police, le patronat et la presse qu'il finance, et surtout ses propres dirigeants syndicaux, vendus à l'ordre capitaliste. Ce sont ces derniers qui ont joué le rôle essentiel en isolant le mouvement pour qu'il s'étouffe lentement.

Devant cette coalition, les mineurs ont dû s'avouer provisoirement vaincus. Mais l'exemple magnifique de leur combativité ne restera pas sans lendemain. La leçon qu'ils ont tirée pour leurs frères de classe de tous les pays tient en peu de mots: la lutte contre le capital passe par la lutte contre l'opportunisme, contre les directions syndicales converties aux « négociations », à la « programmation sociale ». Il faut chasser des syndicats les traitres qui les dirigent.

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

QUAND LES CHIFFRES PARLENT...

On sait que la C. G. T., dans la Fonction publique comme dans les autres secteurs, a toujours défendu le principe des augmentations de salaire au pourcentage, évidemment défavorables aux catégories du bas de la hiérarchie. Lorsqu'elle prétend s'orienter vers le principe inverse, elle fait valoir non pas les augmentations chiffrées et dégressives du bas vers le haut de l'échelle salariale, mais un pourcentage d'augmentation dégressif dans le même sens. Or il est bien visible que, si 20 % d'augmentation par exemple sur un salaire mensuel de 800 F donnent 160 F de plus, il suffit d'une augmentation de 15 % appliquée à un salaire mensuel de 1100 F pour atteindre une majoration de 165 F.

Cette évidence arithmétique est illustrée par les quelques chiffres ci-dessous, extraits du journal C.G.T. "La Fédération des postes et télécommunications", n° 107, février 1970, qui fournit le tableau des augmentations de salaires dans les P.T.T. de 1967 à 1969. On verra qu'un salarié du bas de l'échelle, malgré un pourcentage d'augmentation légèrement supérieur à celui qui a été appliqué à l'autre extrémité de la hiérarchie, ne bénéficie que d'un accroissement de salaire nettement inférieur.

Le préposé (traitement de début) gagnait en novembre 1967, 642,76 F par mois; en décembre 1969: 808,62 F. Augmentation: 25,81 %, soit 165,86 F.

L'inspecteur (traitement de début) gagnait aux mêmes dates: 898,90 F et 1100,50 F. Augmentation: 22,43 %, soit 201,60 F.

CINQ MOIS APRÈS

(Suite de la page 2)

Les cégétistes, l'accord était suffisamment positif pour liquider une lutte déjà engagée par les ouvriers, mais pas suffisamment pour la signature: position commode qui leur permet de se distinguer à peu de frais des syndicats jaunes.

L'« Humanité » du 21 février rapporte quelques interventions des bonzes pour convaincre les cheminots de reprendre leur travail: « La lutte n'est pas terminée. Il faut garder notre unité (avec les syndicats jaunes) en reprenant le travail

(mais jamais d'unité dans la grève !); « Le moyen d'élargir la lutte c'est de reprendre le travail » (Ce n'est pas nous qui inventons, c'est bien écrit dans l'« Humanité » !)

La C.F.D.T. et F.O. ayant rempli ouvertement leur rôle antiproletarien, aux bonzes cégétistes de remplir le leur et de justifier leur « faiblesse » par les agissements des autres syndicats. Et c'est l'union avec ces syndicats qu'ils présentent comme la condition préalable de toute lutte victorieuse !

C'était M. Séguay qui devait « théoriser » la stratégie de la direction cégétiste ce même 21 février: « Nous ne revendiquons pas sans égard pour l'équilibre économique et monétaire. Nous revendiquons en tenant compte des résultats économiques... Nous présentons les revendications avec la volonté de trouver un terrain d'entente avec nos interlocuteurs patronaux et gouvernementaux ».

Mais il n'y a pas de terrain d'entente possible entre les besoins et les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie et, encore une fois, les travailleurs ont fait les frais de la politique de l'opportunisme. Encore une fois, le conflit à la S.N.C.F. montre que l'unification de la classe ouvrière et la conquête de ses organisations à la lutte anticapitaliste est inséparable de la lutte contre les syndicats jaunes et contre l'opportunisme avide de négociations, de conditions locales particulières et de paix sociale.

La réforme des statuts de la C. G. T.

III - La bonne et la mauvaise tradition

Nous avons vu dans notre dernier numéro que les modifications que la C. G. T. a apportées à ses statuts visaient à liquider un passé, prestigieux sans doute, mais encombrant dans la réalisation du « front syndical » avec les centrales jaunes. Le vieux cri révolutionnaire de la « disparition du salariat » a cédé la place au mot d'ordre basement réformiste

des « nationalisations démocratiques », introduit en fraude sous la formule marxiste de la « socialisation des moyens de production et d'échange ». C'est bien « un syndicalisme tourné vers l'avenir » que promettent les nouveaux statuts, mais de cet avenir toute perspective d'émancipation révolutionnaire du prolétariat est bannie.

Ce modernisme se réfère pourtant à quelque chose de suffisamment ancien pour que les adhérents actuels de la C.G.T. ne l'aient pas connu, la plupart n'étant même pas nés à l'époque. Bertheloot, le commentateur que nous avons déjà cité, dit que les nouveaux statuts, en se référant à la Charte de Toulouse de 1936, « préservent les racines unitaires » qui figuraient déjà dans les statuts précédents. Il s'agit du protocole qui a servi à la réunification syndicale après 13 ans de scission. Pourquoi cette scission, que représentaient les centrales syndicales qui ont fusionné, quelle a été la signification politique et historique de cette réunification, voilà ce que nous allons expliquer.

Il faut d'abord rappeler la grande trahison de toutes les organisations ouvrières en août 1914, lors de l'éclatement de la première guerre impérialiste mondiale. En France, qu'elles fussent syndicalistes - révolutionnaires, comme la C.G.T. de l'époque, ou réformistes et parlementaires, comme le vieux parti socialiste, elles troquèrent du jour au lendemain l'internationalisme contre la fleur au fusil. Elles avaient promis au capitalisme la riposte de la grève générale dans le cas où il déclencherait la guerre: elles exaltèrent la haute valeur morale du carnage pour le « droit et la civilisation » !

Cependant, dès 1915, en France comme dans les autres pays belligérants et chez les neutres, naissait une opposition révolutionnaire à la guerre. Groupant des syndicalistes et des so-

cialistes, elle devait, d'une part fournir le noyau du futur Parti communiste, d'autre part conquérir dans la C.G.T. « d'Union sacrée », une influence grandissante. Cette influence fut telle qu'en 1920 elle menaçait la suprématie des traitres qui, après avoir glorifié la guerre, discréditaient et combattaient la révolution internationale qui avait commencé en Russie avec la victoire d'Octobre 1917. Il serait trop long d'expliquer ici comment les canailles réformistes de la vieille C.G.T. réussirent à exclure les syndicats animés par les révolutionnaires au moment où ces derniers étaient sur le point de conquérir la majorité, et comment cette manœuvre parvint à briser les grandes luttes de l'époque. Il suffira de souligner, pour ce qui nous intéresse à présent, que, des deux syndicales en présence, la centrale révolutionnaire, la centrale de classe, était la C.G.T.U., tandis que la vieille C.G.T. était celle de la trahison et du déshonneur.

La réunification de ces deux centrales, en 1936, se fit pourtant, non pas sur la plateforme de lutte de classe de la C.G.T.U., mais sur la plateforme réformiste et de « défense de la démocratie » de la vieille C.G.T. La principale raison de cette capitulation des communistes et des révolutionnaires devant les « agents syndicaux du capital », c'est le formidable reflux des luttes sociales et internationales: le mouvement communiste dégénéra, après avoir été antimilitariste, antiréformiste et partisan de la dictature du prolétariat, devenant patriote, chauvin et champion de

la défense de la République. La répercussion de ces événements sur le plan syndical découle indiscutablement d'une défaite générale du prolétariat international; mais glorifier aujourd'hui « l'unité » de 1936 (qui devait durer trois ans !), c'est glorifier cette défaite, se réjouir de la capitulation du syndicalisme de lutte de classe devant le syndicalisme d'Union sacrée !

En le faisant, les dirigeants actuels de la C.G.T. sont cependant logiques avec eux-mêmes: ils ont littéralement pris la place de ceux qu'ils combattaient il y a cinquante ans. Ils sont devenus à leur tour des patriotes. Ils pratiquent eux aussi le culte de la production, de la grandeur nationale. Ils ont le même respect superstitieux de la Constitution bourgeoise et les mêmes « tripes républicaines » que leurs adversaires d'autrefois. Ils vont même jusqu'à se servir, contre ceux qui les critiquent, de la même arme jésuitique qu'utilisèrent contre eux les crapules qui les expulsèrent en 1921 de la « vieille maison »: l'« apolitisme et l'interdiction des fractions ». Ce qui signifie tout simplement que la C.G.T. actuelle, même si elle a une tradition de lutte qui fait défaut à ses rivaux et même si ses chefs doivent en tenir compte (comme lorsqu'ils refusent les « contrats de progrès »), ne pourra retrouver sa fonction de classe sans l'éviction totale de ces chefs et sans un renversement total d'orientation: c'est à la tradition de 1921 qu'il faut revenir, c'est la tradition de 1936 qu'il faut déraciner !

Correspondance :

« le prolétaire »

B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »

C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »

1 an : 10 F (100 FB)

6 mois : 5 F (50 FB)

(pli fermé : 15 et 7,50 F)

« programme communiste »

1 an : 15 F (150 FB)

« programme communiste »

et « le prolétaire »

1 an : 25 F (250 FB)

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP. »

1, 3 et 5, boulevard Schœssing

MARSEILLE (X^{ème})

Distribué par les N. M. P. P.

Le capitalisme mondial et l'approche de la crise

La spirale de l'inflation

Tandis que les organisations syndicales ouvrières continuent de poser les revendications salariales dans le cadre national et même, le plus souvent, à l'échelle de l'entreprise ; tandis que les partis opportunistes préconisent une politique économique nationale et nationaliste hors de la réalité, l'économie capitaliste marche inexorablement en suivant ses lois contradictoires et irréversibles.

Jusqu'à présent, l'évolution mondiale de l'économie capitaliste était caractérisée par une sorte de cycle pendulaire : la crise à l'intérieur d'un pays était contrebalancée par une progression régulière à l'intérieur des autres. Ainsi, la crise monétaire anglaise a coïncidé avec l'expansion productive et financière des autres pays industriels européens et la récession italienne de 1963-64 a été

équilibrée par une évolution positive en Europe et aux Etats-Unis.

L'année 1969, au contraire, a été marquée par un phénomène inattendu et lourd de menaces : la conjoncture économique est la même dans tous les pays industrialisés du monde et elle est marquée par une accentuation de l'inflation accompagnant le développement de la production. Prenons par exemple les données fournies par l'O.C.D.E. et publiées dans son bulletin de juillet 69 ; les indices qui nous intéressent concernent l'évolution des prix, exprimée en pourcentage d'augmentation, dans la décennie 1958-68 (mise à jour pour 1969 selon la même source) ; le nombre des chômeurs et l'indice de dépréciation de la monnaie :

	1958-68	1967	1968	1969
U. S. A.	2,0	3,1	3,8	4,75
Angleterre	2,8	2,7	3,7	4,25
Allemagne fédérale	2,2	0,9	2,2	3,00
Italie	3,6	2,7	1,5	3,25
France	3,9	3,0	5,0	6,50
Japon	4,3	4,5	4,0	5,00

La hausse continue des prix est particulièrement rapide ces trois dernières années et elle atteint son maximum en 1969 (les derniers renseignements pour les U. S. A. parlent

pour décembre d'un taux équivalent à 7 % par an). Cette hausse entraîne une dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie, dont l'évolution en pourcentages est la suivante :

	1958-68	1966-67	1967-68	Indice : (1963=100)
U. S. A.	1,9	2,7	4,0	83
Angleterre	2,9	2,4	4,5	74
Allemagne fédérale	2,2	3,3	1,8	86
Italie	3,2	3,1	1,4	72
France	3,8	2,6	4,4	69
Japon	4,7	3,8	5,1	62

Comme on peut le constater en considérant l'indice établi sur la base 100 en 1963, la dépréciation est lourde pour les cinq derniers pays. Le pouvoir d'achat des différentes monnaies a perdu 17 % de sa valeur depuis 1963 aux Etats-Unis, 24 % en Angleterre, 20 % en

Allemagne Fédérale, 28 % en Italie, 31 % en France et 38 % au Japon.

On peut confronter ces données avec celles qui concernent le pourcentage d'augmentation de la production brute et le nombre des chômeurs :

	1959	1963	1968	1969
U. S. A.	3.740	4.070	2.817	3.400 (1 ^{er} semest.)
Angleterre	480	558	586	580
Allemagne féd.	479	142	313	359
Italie	1.117	504	694	791
France	139	97	253	271
Japon	650	370	590	600

	1968	1969
U. S. A.	4,9	2,75
Angleterre	3,6	2,0
Allemagne fédérale	7,0	7,75
Italie	5,4	6,0
France	4,2	8,25
Japon	14,5	12,5

Isolement et défaite du prolétariat russe

(Suite de la 1^{re} page)

mêmes, exsangues après tant d'efforts et de sacrifices, talonnées par le chômage et la disette, devenues incapables de spontanéité politique, mais le parti bolchevique où se raidissait et se concentrait l'ultime volonté révolutionnaire d'une génération politique à laquelle l'histoire ne répondait plus. On ne répètera jamais assez que la situation économique en Russie à l'issue de la période de guerre civile était effroyable et que toute la population en était venue à désirer, à n'importe quel prix, le retour à la sécurité, au pain et au travail. Dans toute période de reflux d'une révolution, ce qui triomphe ce n'est pas la conscience révolutionnaire, mais la démagogie la plus triviale : à des politiciens sans scrupules il n'était que trop facile, dans ces conditions, de faire valoir, aux yeux de masses affamées, la nécessité d'un compromis avec l'occident capitaliste, et de stigmatiser, comme initiative d'aventuriers, la volonté farouche de la minorité bolchevique de continuer la « ligne Lénine », c'est-à-dire la

subordination de toute la politique russe à la stratégie de la révolution communiste internationale. D'initiative, Staline — devant qui les intellectuels progressistes les plus raffinés d'Occident s'inclinèrent comme des prostituées de bas étage — n'en avait jamais eue, laissant à d'autres la tâche surhumaine et à long terme impossible de concilier le développement indispensable de bases économiques capitalistes avec le maintien du pouvoir prolétarien.

C'est ce qui le rendait disponible pour la liquidation des perspectives et raisons d'être du bolchevisme.

Cette liquidation exigeait un bain de sang, mais ce qui déroutait l'historien, lorsqu'il se penche sur la contre-révolution russe, c'est qu'elle s'est déroulée à l'intérieur du parti bolchevique, comme s'il s'agissait, non pas du conflit entre deux perspectives historiques diamétralement opposées, mais d'inexplicables rivalités de chefs ou d'une sanglante querelle de famille. C'est ce « mystère » que nous expliquerons la prochaine fois.

On note les contradictions suivantes : pour la France, l'Allemagne et l'Italie, la production augmente plus rapidement en 1969 qu'en 1968, tandis que les prix montent ; pour les U.S.A., le Japon et l'Angleterre, au contraire, l'augmentation de la production se ralentit tandis que les prix continuent de monter ; le chômage augmente partout, mais de façon plus marquée aux Etats-Unis.

L'augmentation simultanée des prix et de la production dénote une tendance marquée à l'exportation et la réduction des coûts de production qu'elle impose est fondée sur l'augmentation de la productivité, elle-même caractérisée par l'augmentation simultanée du chômage et de la production brute.

L'augmentation des prix et le ralentissement de l'expansion productive, est la situation typique dans laquelle, pour combattre ou au moins contrôler l'inflation, il est nécessaire de réduire plus ou moins graduellement la production, c'est-à-dire de désinvestir. C'est toutefois une solution qui contredit à la politique expansionniste propre à tout pays industriel, surtout lorsque le capital financier produit est déjà engagé. En fait, si d'un côté la recette semble être l'inflation contrôlée, avec par voie de conséquence un contrôle de la récession productive, de l'autre on recherche fébrilement de nouveaux débouchés sur le marché mondial pour la production des pays industrialisés.

Pour 1970, l'O.C.D.E. fait des prévisions qui entrent en contradiction avec les exigences générales du capitalisme. Elle prévoit que tous les pays industriels, à la seule exception de l'Angleterre, réduiront les rythmes de leur expansion industrielle en même temps que les prix.

Ce que l'on a appelé la guerre des taux d'escompte est venu aggraver cette situation fortement contradictoire : l'argent est devenu plus cher, confirmant l'insuffisance de liquidités que l'on prétendait couvrir par des droits spéciaux de tirage.

Ce tableau montre que tous les problèmes endémiques du capitalisme n'ont pas été résolus jusqu'ici, que leur solution a été seulement ajournée. Les prévisions du marxisme révolutionnaire, que l'opportunisme prétend dépassées, le capitalisme ayant selon lui trouvé un nouvel équilibre, sont en train en fait de se réaliser ponctuellement.

(à suivre)

L'opportunisme trotskiste

(Suite de la 1^{re} page)

organisations dites ouvrières avec, en tête, le P. C. F.

Nous avons déjà souvent montré que la lutte contre le fascisme pour le retour aux libertés démocratiques ne faisait qu'embourber le prolétariat dans le marais de la politique réactionnaire où se débat la petite bourgeoisie. Le fascisme n'est pas un retour à des formes politiques précapitalistes, mais la forme de domination bourgeoise à l'époque impérialiste. Que la dictature bourgeoise puisse encore avoir des allures démocratiques, cela ne dépend que de la combativité du prolétariat. Tant qu'il se plie sagement aux impératifs de la production, pourquoi le provoquer ? Mieux vaut entretenir l'illusion que la liberté inscrite sur le fronton des monuments l'est aussi dans les faits. Mais dès que la classe ouvrière se bat, alors le masque tombe et les flics frappent. La force politique qui plie le prolétariat aux nécessités du capital c'est l'opportunisme, incarné aujourd'hui par le P. C. F.

Il existe effectivement un lien entre les diverses réactions qui éclatent au sein de l'appareil stalinien contre le monolithisme et la bureaucratie. Mais nous avons montré qu'il s'agit, en Tchécoslovaquie, d'un courant populaire et donc à direction bourgeoise pour libérer l'économie du pays de l'oppression impérialiste russe. Quant à Garaudy, sa lutte pour le droit de tendance et la démocratie dans le parti ne tend pas à y imposer un courant prolétarien, mais bel et bien à liquider les restes de traditions héritées du stalinisme. Il est vrai que ces restes de traditions contribuent à masquer au prolétariat la nature bourgeoise du P. C., mais sa « démocratisation », pas plus qu'aucun autre mécanisme organisationnel, ne pourra « redresser » sa ligne politique.

Notre rôle principal est précisément de montrer le rôle réel de l'opportunisme stalinien et de tracer au prolétariat la voie vers sa propre dictature, seule alternative réelle à la dictature bourgeoise.

Que les orateurs du C.E.M. en soient incapables, nous le savions déjà, et nous ne comptons pas sur eux pour accomplir cette tâche. Toutefois, nous ne sommes pas indifférents aux bavardages de ces prétendus propagandistes du marxisme : sous ce couvert, ils propagent en réalité la même idéologie petite-bourgeoise que le P.C.F. Quand, au beau milieu de leur lutte pour l'université démocratique, ils proclament que les étudiants vont se mettre au service du prolétariat, qu'est-ce que cela signifie d'autre en réalité qu'une tentative pour entraîner celui-ci dans un combat qui n'est pas le sien ; renforcer la petite-bourgeoisie impuissante ?

N'est-ce pas la même tactique que celle du P.C.F. dont les mots d'ordre antimonopolistes sont la parfaite expression de l'angoisse des boutiquiers liquidés par le grand capital ?

Cette tactique prétend se fonder sur la nécessité de réveiller le prolétariat « embourgeoisé ». L'histoire a prouvé que non seulement elle n'y contribuait en aucune manière, mais qu'au contraire elle désarmait la classe ouvrière qui ne se reconstruit pas dans ces objectifs démocratiques.

Il nous faut dénoncer ce défaitisme des misérables « trotskistes » actuels, pour qui le prolétariat est mort et pour qui la lutte révolutionnaire se ramène à de la prostitution pour raccoler à n'importe quel prix n'importe quel militant.

En tant que marxistes, nous savons que le prolétariat se lancera dans la lutte contre le Capital. Ce dont il aura besoin alors pour vaincre, c'est d'un parti capable de l'organiser de façon autonome, autour de ses objectifs propres. Là réside la force de la classe ouvrière et même de la possibilité pour elle de trouver des alliés qui la suivent au lieu de l'entraîner à leur remorque.

Cela se fera malgré le P. C. F. et le C. E. M., contre le P. C. F. et le C. E. M.

Nanterre, cul de sac du gauchisme

(Suite de la 1^{re} page)

d'ailleurs de constater le discrédit général qui se manifeste à l'égard des étudiants et de leurs « excès », le ton quasi-fasciste de l'appel lancé aux étudiants modérés et à la « masse silencieuse » des Facultés pour qu'ils s'organisent eux-mêmes contre les « trublions », la réaction significative des banlieusards en gare Saint-Lazare contre quelques étudiants de Nanterre qui criaient « A bas l'Etat policier » : voilà des termes que l'ouvrier moyen d'aujourd'hui, conditionné par trente années d'intoxication idéologique stalinienne, ne peut donc plus tolérer ! Aussi longtemps que le prolétariat demeurera prisonnier de son encadrement opportuniste, la révolte la plus sincère ne convaincra pas des masses qui sont encore sous le poids d'une défaite historique et dont le conservatisme anxieux se renforce à l'intuition de la prochaine crise.

Le mouvement de mai, en se décomposant, isole sa véritable essence — la violence à l'état pur — et laisse retomber toute sa crasse opportuniste. Les gauchistes, qui rejoignent le « démocratisme » du P. C. ou du P. S. U., complices avérés de la réaction bourgeoise, ne peuvent plus être désormais que leur appendice de gauche. La violence maoïste n'a pas d'issue, disent-ils. Mais quelle est donc celle

qui s'offre à eux ? Franchir le dernier pas qui les sépare des réformistes, du P.S.U. de l'U.E.C., de l'U.N.E.F.-Renouveau, de tous ces démocrates prompts à appuyer l'autorité de l'Etat en faveur du retour à l'ordre et contre ceux qu'ils appellent « fascistes », simplement parce qu'aux coups ils répondent par des coups ? Jusqu'à hier on pouvait en douter, mais ce n'est plus possible après la déclaration de Krivine à "L'Express". A la question : « Pouvez-vous et voulez-vous contribuer au rétablissement de l'ordre à Nanterre ? », le leader de "Rouge" a répondu : « Il ne s'agit pas, bien entendu, de rétablir un ordre bourgeois. Cela dit, des organisations comme la nôtre, et le P. S. U., avec lequel nous nous entendons très bien, sont à même d'empêcher le mouvement étudiant de tomber dans les provocations des groupes isolés ». Quel beau chemin parcouru depuis mai : le langage de Séguy dans la bouche de Krivine !

Ce dernier dit être totalement en désaccord avec l'appréciation maoïste d'une situation qui serait pré-révolutionnaire. Nous aussi, mais nous le sommes tout autant avec tous les rassemblements démocratiques, avec la tactique pourrie de ce frontisme trotskyste qui, à défaut de conquérir les masses, se retrouve, main dans la main, avec le P. C. F. ou les groupe-

ments réformistes mineurs. En mai 1968, les gauchistes de tout poil, alors unis, croyaient la révolution toute proche, (« tout est possible !-») s'étonnaient de notre « dogmatisme » circonspection. Nous savions, nous, qu'il ne dépendait de la volonté de personne — et ils en ont fait eux-mêmes l'amère expérience — que la révolte étudiante entraîne la lutte ouvrière au-delà des limites réformistes que lui imposait l'opportunisme stalinien. Il est ainsi des situations où la crise fermente sans que la position révolutionnaire de classe puisse se traduire en termes de pratique efficace et dans lesquelles le rôle du parti, quelle que soit son importance numérique, est de tenir ferme sur son programme et de ne faire aucune concession de principe, ni dans sa propagande, ni dans ses rapports avec les autres organisations. Nous qui avons obtenu ce résultat modeste mais solide, nous ne considérons pas comme un critère de minime importance de n'être pas tombés dans la sévère alternative qui guette les trotskystes : nous n'avons pas partagé l'enthousiasme irraisonné commun à tous les violents de mai, mais, à la différence de ceux qui ont cessé de l'être pour condamner ceux qui le sont restés, nous ne nous trouvons pas — au nom de la révolution et du socialisme ! — aux côtés des larbins démocratiques du capital.